SAMIR AMIN : « Les Africains veulent répéter l'erreur commise par l'Europe en calquant leurs projets de monnaie unique sur l'euro »

Interview par Ndongo Samba Sylla,
22 février 2018, Forum du Tiers-Monde, Dakar, Sénégal

Le texte ci-dessous est une version éditée d'une interview de Samir Amin (1932-2018) que Ndongo Samba Sylla a menée en préparation de son livre sur le franc CFA[1] coécrit avec la journaliste française Fanny Pigeaud[2]. L'entretien a duré un peu plus d'une heure (une version audio est disponible). Les échanges ont porté principalement sur la proposition de réforme du franc CFA en Afrique de l'Ouest que Samir Amin avait élaborée à la demande du président nigérien Hamani Diori à partir de 1969[3]. Parmi les sujets connexes abordés dans ce riche entretien : l'expérience du Mali en dehors de la zone franc (1962-1967), le projet d'intégration économique entre le Mali, la Guinée et le Ghana au début des années 1960, les limites de la monnaie unique de la CEDEAO et de l'euro dont elle s'inspire, la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), le rôle jusque-là plutôt passif des intellectuels africains francophones dans la lutte pour l'émancipation économique et monétaire, etc.

Eu égard aux débats actuels sur le franc CFA et l'intégration monétaire en Afrique de l'Ouest, nous pouvons retenir la leçon suivante de Samir Amin : « On ne résout pas les problèmes économiques par des moyens monétaires. On ne résout pas la question des moyens économiques sans disposer de l'outil monétaire. La monnaie n'est pas la clé du problème. C'est un outil. La clé, ce sont les choix en matière de politique économique et sociale. La monnaie est au service de ces choix. Si elle est au service des choix libéraux, c'est autre chose. »

Ndongo Samba Sylla
Rosa Luxemburg Foundation, Dakar, Sénégal

Peux-tu revenir sur le projet de réforme que tu avais soumis à Hamani Diori ?

Hamani Diori connaissait mes écrits au sujet des États africains nouvellement indépendants. Il m'avait invité à échanger avec lui. Sa question a été la suivante : Est-ce que la zone CFA [en Afrique de l'Ouest] ne devrait pas et ne pourrait pas être réformée de manière que les États africains puissent avoir une marge leur permettant de contrôler le crédit et de l'orienter vers des activités que nous jugeons plus utiles au développement ?

Ma réponse a été :

> Des réformes sont toujours possibles, elles sont presque toujours souhaitables ; aucun système n'est parfait et celui-là bien moins que d'autres. Ce système est un système colonial. Je n'utilise pas ce terme pour être méchant avec les Français. Ce système n'a rien changé à celui qui existait à l'époque coloniale, à savoir que la BCEAO (Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest) est un institut d'émission, mais pas une banque centrale, même si on a changé son nom. D'un côté, l'institut d'émission émet des CFA uniquement contre des francs, ce qui signifie que le franc CFA n'est rien d'autre que du franc français avec un dessin différent. D'un autre côté, les pays qui utilisent le franc CFA sont totalement intégrés avec l'économie française. Ils ont hérité cela de l'époque coloniale, avec l'installation de banques françaises. La situation demeure, même s'il est aujourd'hui autorisé à d'autres banques de s'installer dans la zone. Mais ce sont pratiquement de grandes banques françaises qui continuent

> de dominer le paysage bancaire. À l'époque, elles n'avaient pas de succursales africaines et commençaient tout juste à en avoir, comme avec Bicis/BNP. Par conséquent, elles n'ont aucun problème de liquidités parce que si elles en manquent, elles les font venir de leur siège français. Et si elles ont trop de liquidités, elles les envoient en France. Donc, aucune politique de crédit n'est possible, aucune politique *nationale* de crédit. Et ne pouvoir faire aucune politique n'est pas une bonne chose.
>
> Maintenant, attention aux illusions. On peut faire une bonne politique de crédit ou faire une mauvaise politique de crédit – ai-je dit à Hamani en rigolant. De même qu'on peut faire une bonne politique quand on a un État indépendant, on peut aussi faire une mauvaise politique intérieure ou internationale. Mais vous avez le droit d'être indépendant. Vous l'avez conquis. Vous avez donc le droit de faire la politique que vous voulez, même mauvaise.

J'ai aussi fait savoir à Hamani que je suis de ceux qui ne croient pas à l'efficacité prétendue des politiques de crédit que la théorie économique conventionnelle postule. La théorie économique conventionnelle donne aux politiques de crédit une puissance qu'elle n'a pas, à mon avis, dans le capitalisme. Nous sommes dans le capitalisme. Je ne parle pas d'un autre système imaginaire. Parce qu'il n'y a pas une offre et une demande de monnaie indépendantes l'une de l'autre, comme on pourrait imaginer qu'il y en a pour l'offre et la demande de mil ou de bicyclettes. La demande de monnaie crée son offre et c'est la raison pour laquelle le quantitativisme a toujours été scientifiquement sans fondement.

L'économie conventionnelle, pour ne pas dire bourgeoise, est une économie qui cherche à déterminer les prix relatifs des biens les uns par rapport aux autres, en fonction des techniques de production, des équations de production et des équations de la demande, sans monnaie. La monnaie, comme elle existe, doit être introduite. Elle est introduite après coup, sous sa forme la plus bête, c'est-à-dire quantitativiste. Keynes, que l'on considère comme non conventionnel, reste tout à fait conventionnel. Il ajoute simplement une demande particulière : la demande pour la liquidité.

Pour Keynes, mieux vaut avoir un bien liquide qu'un bien négociable, comme tous les biens, mais dont le prix est incertain. D'où le prix de la liquidité. Il a donné au taux d'intérêt une raison double. D'une part, c'est la rémunération du risque de l'investissement et d'autre part, c'est la perte de la préférence pour la liquidité. Mais cela reste une théorie quantitative.

Marx a dit et répété que la demande de monnaie est une demande objective. Entre le moment de la production et le moment de la réalisation de leur production, c'est-à-dire celui où ils récupèrent leurs sous, les capitalistes ont besoin de disposer d'un crédit qui leur permette de traverser ce temps. Cette masse calculable, à l'époque, je ne l'avais pas calculée. J'avais juste affirmé dans ma thèse de doctorat en 1957 qu'elle était calculable. Depuis, je l'ai quantifiée dans un modèle très simple, dans *La Loi de la valeur*[4] et surtout dans *La Loi de la valeur mondialisée*[5]. On peut donc calculer la masse de crédits nécessaires.

Donc, voilà un autre point que j'ai abordé avec Hamani. Je voulais rester sur un langage relativement simple. Hamani n'était pas un économiste.

Quel était et quel est le type de politique de crédit souhaitable ?

Il y a, dans les pays en voie de développement, beaucoup d'illusions sur une politique de crédit offensive, avec une optique du genre :

> nous allons affecter les crédits à l'industrialisation, à l'amélioration de la production agricole, à construire des infrastructures, etc.

En fait, une politique de crédit doit être véritablement indépendante de la situation de l'économie mondiale. On peut limiter ses effets sur les importations induites en faisant attention à ne pas faire des investissements qui entraînent des importations dépassant nos capacités d'exportation, et qui créent donc un déficit extérieur. On peut également limiter ses effets sur les finances publiques.

Poursuivant, j'ai abordé le cas des pays africains qui ont, semble-t-il, une monnaie nationale, c'est-à-dire une apparence de banque centrale qui s'appelle Banque centrale du Ghana, Banque centrale du Nigeria ou Banque centrale du Kenya, et qui émet une monnaie qui a un nom quelconque et est considérée comme une monnaie nationale. Cette apparence est confortée par le fait que la banque centrale est une institution publique, appartenant à l'État, et qui est théoriquement en relation étroite avec le ministère des Finances, même si son gouverneur a du pouvoir. Mais ce n'est qu'une apparence. Cet aspect était moins visible à l'époque. Il l'est davantage aujourd'hui.

Pourquoi utilises-tu les guillemets quand tu parles des monnaies de ces pays ?

Ces monnaies apparemment nationales fonctionnent dans des pays où les portes sont relativement ouvertes (à l'époque, ce n'était pas tout à fait complètement ouvert) ; avec des banques étrangères qui s'établissent, à l'image des banques anglaises comme la Barclays au Ghana, au Nigeria et au Kenya. Celles-ci sont dans la même situation que les banques françaises en zone franc. Elles peuvent exporter et importer librement. Parfois, il y a des limites : elles doivent déclarer et donner le motif des exportations et des importations, mais on ne les en empêche pas. Et par conséquent, si elles disent « nous avons trop de liquidités ici, nous ne savons pas quoi faire. Nous allons les placer ailleurs », on les laisse faire. Et inversement, si elles n'ont pas assez de liquidités sur place, elles peuvent les trouver en métropole. Par exemple, au Kenya, il peut être rentable pour les banques anglaises de soutenir les éleveurs blancs ou les éleveurs noirs qui veulent améliorer leurs ranchs. Si les liquidités leur font défaut, elles peuvent les importer depuis l'Angleterre.

La situation n'a-t-elle pas évolué depuis lors ?

Aujourd'hui, le Fonds monétaire international (FMI) est ce que j'appelle l'Agence du colonialisme, de l'impérialisme mondial de gestion des monnaies du tiers-monde. Ce n'est rien d'autre. Le FMI ne s'occupe pas des relations entre le dollar, la livre sterling, le deutschemark ou le franc français à l'époque, l'euro aujourd'hui, ou le yen.

Ces monnaies sont laissées à la gestion des politiques monétaires de ces pays et à leurs éventuelles négociations entre eux. Ou ces pays se font une guerre monétaire ou ils font la paix monétaire. Ce sont eux qui en décident. Le FMI n'a rien à voir là-dedans. Il ne fait qu'enregistrer leurs décisions. Par contre, concernant les monnaies des pays du Sud, il les gère exactement comme la Banque de France gère le CFA. C'est-à-dire qu'au lieu d'un colonialisme français, il y a un colonialisme général. Et aujourd'hui, le FMI impose l'ouverture totale au motif qu'elle va faire venir les investissements. Ça ne les fait pas venir, sauf pour piller.

Tu veux dire, si je comprends bien, que les pays africains n'ont pas le contrôle de leurs monnaies ?

Oui, nous n'avons pas de monnaies nationales dans le Sud. Nous avons des monnaies coloniales. Est-ce à dire que rien ne peut être fait avant que nous ayons un autre régime politique représentant un autre système que nous appelons socialiste (on l'appellera comme on voudra) ? Dans le cadre d'un tel système, nous aurions une indépendance monétaire, comme nous aurions une indépendance économique et comme nous aurions une indépendance politique. C'est mon opinion. Je l'ai dit à Hamani :

> C'est ce à quoi nous devrions aspirer, mais nous ne l'aurons pas demain. Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'on peut avoir, par une révolution miraculeuse, un pouvoir qui peut assurer tout ça tout de suite. Des réformes sont possibles.

Je lui ai promis d'y réfléchir et de lui envoyer une proposition et une vision sur des réformes possibles.

Quelle a été ta proposition ?

Ma proposition de réforme était fondée d'abord sur la reconnaissance du fait que nous, en zone CFA, ne dépendons pas seulement de la France, mais de l'Europe. Ensuite, nous voulons faciliter et affermir l'intégration intra-africaine, pas seulement des anciennes colonies françaises, d'une part, et des autres, d'autre part, mais des deux, sur une base sous-régionale peut-être, dans une perspective panafricaine. Enfin, nous voulons avoir une marge de politique de crédit dans l'espoir que nous l'utiliserons intelligemment et bien. Nous avons le droit à l'erreur comme les autres[6]. Voilà l'histoire de cette proposition.

Quelles ont été les suites accordées à cette proposition ?

À l'époque, Hamani Diori n'avait pas une masse d'économistes nigériens suffisamment formés pour avoir une bonne idée de la théorie monétaire du marxisme, de celle de la théorie conventionnelle, du keynésianisme, etc. Il avait quelques bons étudiants, mais sans plus. Ses experts ont approuvé mon projet de réforme, mais je crois qu'ils n'étaient pas équipés pour éventuellement en faire une critique. Ils étaient gentils. Ils avaient de bonnes intentions politiques. Ils étaient progressistes au sens national et social.

Et donc Hamani a accepté ma proposition et l'a soumise à ses homologues de l'UMOA. Il a commencé par les soumettre à Houphouët-Boigny et à Senghor, les présidents des deux plus grands pays de la zone, à savoir la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Les deux l'ont rejetée **immédiatement**.

Houphouët, qui était à l'époque complètement sous l'emprise d'experts français, a dit : « Ceci est antifrançais, alors que nous sommes pro-français ». Senghor a eu une réponse plus nuancée : « Ce n'est peut-être pas si mauvais, mais c'est **impossible politiquement** », a-t-il soutenu. Ça a été la fin de l'histoire.

Hamani Diori avait aussi le soutien de Canadiens, dont le professeur Rodrigue Tremblay

Les Canadiens tenaient à la réforme de l'UMOA, mais pour des raisons ambiguës. Certains d'entre eux, plus ou moins progressistes, partageaient l'idée d'une Afrique indépendante et développée, etc. Pour d'autres, il s'agissait de trouver le moyen pour les Canadiens, les Américains et d'autres, de pénétrer « le pré carré français ». Pour cela, il fallait briser le monopole des banques françaises sur les pays de la zone CFA.

Dans ce contexte, l'université de Montréal a organisé [en 1971, à l'automne] une conférence sur le sujet, où elle a invité les deux parties. C'est-à-dire d'une part moi pour défendre l'idée d'une réforme possible et d'autre part le Français Patrick Guillaumont, qui avait été prof ici à Dakar avant d'être ensuite à Clermont-Ferrand[7].

Guillaumont et sa femme ont répété des propos du genre :

> Les Africains sont incapables de développer une politique de crédit intelligente. Les banques françaises sont des banques merveilleuses. De même qu'elles gèrent la France à merveille, elles peuvent gérer ces pays dans leur intérêt à la merveille.

Ça ne dépassait pas cela et ils s'appuyaient sur le Fonds monétaire international, disant :

> Le Fonds monétaire est très content de la situation. Et le Fonds monétaire, c'est vraiment les meilleurs experts du monde en la matière. Alors, est-ce que vous allez écouter les balivernes de Samir Amin, un communiste qui veut semer le désordre pour permettre aux Russes de pénétrer la zone CFA ?

Qu'as-tu répondu ?

Je ne leur ai pas répondu. Je me suis contenté de dire que les peuples africains ont conquis leur indépendance politique, mais qu'ils sont très loin d'avoir créé les conditions d'une indépendance économique et donc également monétaire.

Je ne dis pas monétaire avant économique. Les deux doivent avancer ensemble. On ne résout pas les problèmes économiques par des moyens monétaires. On ne résout pas la question des moyens économiques sans disposer de l'outil monétaire. La monnaie n'est pas la clé du problème. C'est un outil. La clé, ce sont les choix en matière de politique économique et sociale. La monnaie est au service de ces choix. Si elle est au service des choix libéraux, c'est autre chose.

Dans l'ensemble, les Canadiens étaient plutôt de mon côté.

Ce qui est amusant, c'est que la stabilité de la monnaie était l'argument principal avancé par les Guillaumont. Or quand le Fonds monétaire international, c'est-à-dire les Américains, a décidé de dévaluer [en 1994] le franc CFA, avec l'accord des Français, sans avertir les États africains, les Guillaumont ont applaudi.

Par la suite, tu as évoqué la question lors d'une conférence organisée par la Banque africaine de développement (BAD) en 1973

Oui, j'étais à la BAD avec Abdoulaye Wade[8] qui était professeur à l'université de Dakar, un peu à la même époque. Wade a repris et accepté mes propositions. Il a dit : « Samir Amin a bien étudié le problème et je suis d'accord avec lui. »

Mais notre participation n'a servi à rien. La BAD a dit : « Nous sommes dépendants des États africains qui décident. » La BAD n'est pas dépendante des Africains, mais du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. C'était donc une conférence bidon. Un dialogue de sourds.

Wade s'est très bien comporté. Toutefois, il a utilisé des arguments qui ne sont pas les miens, des arguments purement nationalistes, sans théorie. À savoir : « Il nous faut une monnaie nationale, un peu comme il nous faut un drapeau national. » Il donnait de mauvais exemples, comme le Ghana qui a sa propre monnaie, etc. Je ne l'ai pas contredit pour lui signifier que le Ghana est une colonie anglo-américaine, alors que nous, Sénégal, sommes une colonie française. Le Ghana et les pays utilisant le CFA sont dans un statut colonial du point de vue économique. Je ne le lui ai pas dit parce que c'était inutile.

La seule chose qu'on a faite, c'est bien bouffer, être reçus par Houphouët, être logés dans des suites à l'hôtel Ivoire, etc. (*rires*). À part ça, cette conférence était une rigolade totale. Sans intérêt.

Qu'est-ce qu'il faut faire aujourd'hui pour que les pays africains aient plus de souveraineté économique et monétaire ?

Aujourd'hui, je crois qu'on peut aller plus loin qu'à l'époque. C'était les années soixante-dix quand même. C'était la première décennie assez bonne du développement africain avec des petites avancées dans le domaine de l'éducation, dans le domaine de la formation des gens, dans le domaine de la construction de l'État, etc. Mais des avancées limitées.

Aujourd'hui, nous sommes face au défi de sortir du libéralisme économique mondialisé. Une réforme est plus difficile à mettre en œuvre aujourd'hui qu'elle ne l'était à l'époque parce qu'elle entraînerait un conflit ouvert avec les États-Unis et l'Europe. Et non seulement les États, mais les forces politiques majeures, même celles qui se prétendent de gauche, mais qui sont mineures, n'ont pas la force de cette bataille.

Le seul pays qui à l'heure actuelle se rapproche d'une monnaie nationale est la Chine, avec son yuan. Parce que le système bancaire reste essentiellement dominé par l'État et parce qu'il y a un Plan réel. Ce n'est pas le *Gosplan*. Il n'est pas directif. Il est très proche du Plan à la gaullienne, du Plan que j'avais connu en France dans les années soixante.

Quand il y a eu la décision des Américains en 1971 de mettre fin à la convertibilité-or du dollar, les États capitalistes développés – c'est-à-dire le Japon, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, etc. – ont gueulé. C'était une décision unilatérale. Le président des États-Unis Richard Nixon et son équipe ont dit :

> Le dollar est une monnaie américaine[9]. C'est nous qui prenons les décisions. Si c'est un problème, c'est un problème pour les autres, pas pour nous.

L'expression a été reprise par les autorités chinoises quand les Américains leur ont demandé de réévaluer le yuan :

> Le yuan est la monnaie de la Chine. Si c'est un problème, c'est un problème pour vous, pas pour nous. C'est votre problème, ce n'est pas le nôtre.

La Chine a donc une **monnaie nationale**.

À part la Chine, y a-t-il d'autres pays qui ont une monnaie nationale, au sens où tu définis ce concept ?

La Russie s'en approche. Elle a une monnaie nationale, mais elle est mal gérée pour des raisons liées à son équilibre social interne. Elle est gérée par les petits copains de Poutine et une partie de l'oligarchie en conflit avec Poutine. La Russie a une vague monnaie nationale.

L'Inde avait une monnaie quasi nationale. Du temps de Nehru et d'Indira Gandhi, il y avait un Plan de développement avec une politique du crédit qui allait avec. Ça impliquait un contrôle des changes et des mouvements de capitaux. Non pas que l'Inde interdît l'entrée des capitaux. Loin de là, elle les appelait. Mais elle contrôlait, avec des moyens limités, les transferts de profits. Avec Narendra Modi[10], et déjà avec le gouvernement d'avant, Manmohan Singh[11], l'Inde avait, comme les sociaux-démocrates en Occident, rejoint le libéralisme. Il faut libéraliser vis-à-vis de l'extérieur. Les banques anglaises, américaines et même japonaises se sont engouffrées en Inde.

Prabhat Patnaik[12] est bien plus au courant des détails que moi. Selon lui, l'Inde avait une monnaie qui était nationale à 80 pour cent, maintenant c'est 30 pour cent et bientôt ce sera 0 pour cent, si ça continue. Disons que c'étaient les chiffres qu'il m'avait donnés quand nous avions bavardé.

Aucun pays latino-américain, sauf Cuba évidemment, n'est parvenu à avoir une monnaie véritablement nationale. Quand ils ont eu des monnaies nationales, c'était avec des régimes nationaux, populaires, démagogiques. Ils les ont très mal utilisées. Cela donnait des inflations galopantes, etc. Et ça a toujours amené des restaurations sous la forme d'une dollarisation[13].

Le Mexique a eu peut-être une monnaie nationale à une époque lointaine, celle des années 1930 et 1940. Le Brésil a tenté de l'avoir à l'époque populiste de Vargas[14], mais aussi à l'époque des dictatures militaires[15]. C'est très curieux. C'étaient des dictatures odieuses sur le plan social, anti-ouvrières, réactionnaires et violentes. Mais elles étaient nationales dans le sens où elles voulaient pousser leurs capitaux nationaux à avoir une plus grande place.

L'Argentine a eu une monnaie nationale du temps de Perón[16]. Ça a fini par une utilisation très mauvaise et avec le successeur de Perón, cela a été une catastrophe. Ensuite, il y a eu la dollarisation.

Dans le cas des pays africains, l'Égypte a eu une monnaie nationale à 70 pour cent du temps de Nasser. Elle l'a mal utilisée parce que son Plan était lui-même désordonné. L'Égypte n'a pas souffert de la planification. Elle a souffert de l'absence de planification. Elle appelait Plan n'importe quoi ! Dans les pays africains, on compile des

projets et on dit que c'est le Plan ! C'était la raison de mon accent, dans mes cours à l'Institut africain de Développement économique et de Planification[17] (IDEP), sur la recherche de cohérence dans les politiques, qui est plus importante que la recherche d'efficacité relative.

Voilà où on en est. C'est-à-dire que ce système implose. Il n'y a pas de projet de réforme cohérent, encore moins de projet de révolution, c'est-à-dire de réforme radicale cohérente. Alors, il implose sous l'effet de ses propres contradictions internes. Nous sommes dans une période de chaos où, hélas, il n'y a pas apparemment et *dans l'immédiat* – j'insiste là-dessus pour ne pas décourager les gens – de projet de réforme cohérent ni pour le CFA ni ailleurs. Il n'y a pas de forces politiques qui pourraient être mises en place dans un horizon court et qui seraient capables de le faire. Il y a un seul pays qui a cette capacité, c'est la Chine, pays qui est sous pression continue et qui pourrait céder à cette pression.

Par conséquent, nous sommes dans une période où c'est l'implosion et le chaos qui dominent et non pas une démarche de réforme du système. Les initiatives prises par les Occidentaux sont contradictoires, incohérentes. Nous sommes dans ce moment.

Le Mali est sorti de la zone franc entre 1962 et 1967 et disposait d'une monnaie indépendante de la France. Pourquoi ça n'a pas marché ?

Le Mali avait un Plan un peu à l'égyptienne. Au départ, les intentions étaient très bonnes, mais la réalité est venue, en un an ou deux, et s'est montrée différente des intentions. L'intention était d'avoir un Plan raisonnable. Ce n'était pas de dire : « Nous allons nous industrialiser, devenir l'égal de l'Union soviétique en deux ans. » Mais l'idée était plutôt d'y aller lentement, d'être cohérent et avoir rapidement une monnaie, instrument de cette politique. La réalité, je l'ai racontée dans mes *Mémoires* dans la section intitulée « De la dérive à la débâcle[18] ».

Le comité qui décidait du Plan était un conglomérat de ministres qui chacun avait son grand projet. Quand la monnaie nationale a été créée, elle a été utilisée pour financer sans trop de restrictions, alors que j'avais recommandé de financer avec précaution. Parce que le pays ne peut pas supporter une inflation débordante. J'avais l'exemple de la Guinée. Je disais :

> Regardez ce qui se passe en Guinée. Il y a de l'inflation. Le franc guinéen ne vaut pas un clou et en même temps il n'y a pas de réalisations. La seule réalisation, c'est à Fria[19], avec les Français. C'est l'aluminium. Malgré les déclarations tonitruantes de Sékou Touré, la mise en œuvre coloniale continue. Alors, évitons cela.

Mais on ne l'a pas évité.

Pourquoi ?

Louis Nègre était le directeur général de la Banque centrale du Mali. Il avait été choisi par Modibo Keita. Il avait fait l'école coloniale et était très pro-français[20]. Ce n'est pas parce qu'il était métis de Saint-Louis qu'il était pro-français. Il était juste pro-français et il l'était très profondément. Il y a une histoire amusante à son sujet.

Pour annoncer la venue de Louis Nègre, le message envoyé de France disait : « Administrateur Nègre arrive. » Le postier n'en revenait pas : « Qu'est-ce que c'est que cette manière-là ? C'est raciste ! » Il a remplacé « Administrateur Nègre » par « Administrateur africain ». Tout le monde s'est dit : « Qu'est-ce que c'est que ça ? Administrateur africain arrive ? » (rires)

C'était bien lui, Louis Nègre. Modibo en a eu un gros rire : « Il faut l'appeler Louis Nègre. C'est comme cela qu'il s'appelle » (rires).

Comme souvent, avec les gens de ce genre, il est passé d'un extrême à un autre – de valet des Français à valet inconditionnel de Modibo. Et chaque fois que Modibo lui demandait des milliards, quel qu'en soit le motif, il disait « c'est génial, je vous les donne ». Il n'a donc pas fait son boulot de directeur général de la banque centrale qui était de dire : « Vous me donnez le pouvoir de gérer, laissez-moi gérer. »

On en revient donc à ce que tu disais plus haut, à savoir la définition des choix essentiels que l'outil monétaire est censé servir.

En effet, le problème monétaire n'est pas la clé des autres problèmes. La monnaie est un instrument. D'abord, il faut avoir une politique défendable et bonne, en règle générale. Ensuite, l'instrument, on peut l'utiliser plus ou moins bien ou plus ou moins mal. Si on a une monnaie nationale et qu'on n'a pas de politique, on n'a pas de monnaie nationale.

Que penses-tu du projet de monnaie unique de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) ? Est-ce que cela peut marcher ?

Je pense que cela ne marchera pas. D'abord, cela ne se fera pas. Le blabla va continuer pendant que le désordre et le chaos s'aggraveront.

Ce qui serait, à mon avis, possible en Afrique, et pas seulement pour l'Afrique de l'Ouest, francophone et anglophone avec le Nigeria, ce qui est possible aussi en Afrique de l'Est, en Afrique australe, peut-être un jour plus tard à l'échelon africain, c'est une monnaie commune, mais pas une monnaie unique. C'était l'idée de l'ECU pour l'Europe[21]. Il faut dire que Valéry Giscard d'Estaing[22] avait une vision plus réaliste que Jacques Delors[23] concernant l'ECU, devenu l'euro ensuite.

Pourquoi dis-tu que Giscard d'Estaing était plus réaliste que Delors ?

J'avais pu discuter avec Delors de la question du projet de monnaie unique européenne. Nous nous étions rencontrés à Bruxelles où j'avais été invité.

Il m'a confié :

> Je veux une monnaie unique, pas une monnaie commune.

Ma réplique a été :

> Monsieur Delors, vous savez peut-être que je suis marxiste, mais je ne vous parle pas en tant que marxiste. Je vous parle en homme raisonnable simplement. Il n'y a pas de monnaie sans État puisque la monnaie est un instrument de l'État pour conduire une politique économique. Et il n'y a pas la maturité sociale, culturelle, politique pour un État européen. Il y a des politiques, il y a des ouvertures, mais il n'y a pas une politique économique commune en Europe. Donc il n'y a pas de nation unique. Les Français n'accepteront jamais le diktat d'un Parlement européen, les Allemands non plus, et les Anglais encore moins. Donc, il y a des nations et il y a un attachement à ces nations. Il n'y a pas d'État européen. Donc, vous mettez la charrue avant les bœufs. »

Il m'a dit exactement ceci :

> Oui, je mets la charrue avant les bœufs, parce qu'en créant une monnaie unique, on obligera les Européens à faire un État commun et donc à remettre les bœufs devant la charrue alors qu'ils sont derrière.

Je lui ai répondu :

> Je ne crois pas aux miracles, mais si ce miracle a lieu, vous aurez droit à plus de statues que Staline n'en a eu (rires). Mais comme ce miracle n'aura pas lieu, vous allez tout droit vers la catastrophe.

Il m'a dit :

> Le miracle aura lieu.

Et cela s'est arrêté là.

En Afrique, il y a encore moins de sens à avoir une monnaie unique, même si des jeunes y croient. Le Nigeria, ça existe. Le Kenya ou le Sénégal, ça existe. Ils resteront des États séparés, indépendants. Donc ils peuvent négocier une monnaie commune, mais pas une monnaie unique.

Pourtant, c'est le projet de la CEDEAO…

Parce que les États africains en l'occurrence copient l'Europe. Ce que l'Europe a fait, l'erreur que l'Europe a commise, ils veulent la faire 20-30 ans après.

J'aimerais aussi avoir ton avis sur le projet de zone de libre-échange continentale africaine.

J'ai toujours été contre les marchés communs même régionaux. Parce que les marchés communs accentuent les disparités économiques et ne les atténuent pas. La zone de libre-échange ne ferait pas exception. Les industries s'installeront sur la côte, dans les pays où il y a un peu plus de main-d'œuvre qualifiée et un peu plus de communications faciles et peu coûteuses avec l'étranger par la mer. Le Sahel se désertifiera davantage. Il faut une coordination des planifications nationales. Mais il faut déjà qu'il y ait des planifications nationales et une coordination.

À une époque, il y a eu cette tentative entre le Mali, la Guinée et le Ghana. Modibo Keita m'avait envoyé en mission rencontrer séparément Kwame Nkrumah et Sékou Touré en vue de donner une complémentarité à leurs Plans. Nkrumah m'a reçu et la rencontre a été très longue, parce qu'il y a eu deux ou trois réunions. Une première, d'une demi-heure ou d'une heure, je ne me rappelle plus, pour les principes. Puis une autre réunion avec des cadres, des gens compétents, qui a duré longtemps, peut-être deux ou trois heures. Nkrumah était prêt à passer à l'acte. C'est-à-dire à négocier avec les Maliens.

Par contre, ma visite chez Sékou Touré a été une catastrophe, comme je l'ai raconté dans mes *Mémoires*[24]. Sékou Touré a parlé pendant une heure de tout et de rien. Puis il m'a serré la main et m'a dit au revoir. Nous n'avons pas pu parler de la mission à propos de laquelle j'avais averti Modibo qu'il n'en sortirait rien. Quand je suis revenu, j'ai dit à Modibo :

> Mon rapport de mission se résume à un mot : il n'y a rien eu. Je n'ai pas pu parler. Je n'ai pu dire que : 'Bonjour, Monsieur le Président, et au revoir.' Sékou Touré a parlé pendant une heure. Mais il n'a pas parlé du sujet pour lequel j'étais venu le voir.

Il y a quelque chose qui est assez troublant : les intellectuels africains, notamment sénégalais, ne parlent pas du tout du franc CFA

Ce qu'il faut savoir, et qui est pénible à dire, c'est que le franc CFA est avantageux pour 20 pour cent de la population : les classes moyennes, urbaines généralement. Pourquoi ? Parce qu'il permet des importations sans contrôle et par conséquent il permet à 20 pour cent de Sénégalais, pas seulement aux millionnaires, mais à ceux qui ont quelques moyens, qui ne sont pas pauvres, de voyager sans problème, d'acheter ce qu'ils veulent, des automobiles par exemple, etc. Ce qui est assez curieux, c'est que les intellectuels nationalistes les plus bruyants font partie de ces 20 pour cent qui bénéficient du système.

À votre époque, vous vous exprimiez sur le franc CFA en des termes plus critiques. Qu'est-ce qui a changé ? Le monde universitaire actuellement ne se prononce pas du tout sur le franc CFA. En tout cas, ce n'est pas lui qui porte la contestation actuelle contre le franc CFA. En même temps, en France, ce sont les économistes françafricains qui s'expriment sur le franc CFA, mais pas les progressistes. Récemment, j'ai acheté un livre des Économistes atterrés qui s'intitule : *La monnaie, un enjeu politique* (2018). Il n'y a pas un seul mot sur l'Afrique. Et pourtant, ce sont des gens assez proches du marxisme.

Cela reflète quelque chose de plus grave, parce que plus général. C'est que les progressistes européens sont eurocentriques. Pour eux, le reste du monde n'existe pas.

C'est ce que j'ai dit sur Skype il y a trois jours lors d'une interview avec des Afro-Américains, des gens très bien qui ont gagné des batailles à Jackson, y compris pour faire élire un maire. Je leur ai dit : « Je vous salue. Vous êtes des gens très bien et très courageux. Les batailles que vous avez conduites contre les racistes blancs qui tuent des Noirs sont à votre honneur et je suis très heureux que vous ayez gagné ces batailles. Mais les États-Unis, comme pays, commettent autant de crimes à l'extérieur qu'à l'intérieur. Et on n'entend pas beaucoup de forces progressistes aux États-Unis qui protestent contre les crimes commis à l'extérieur. »

Comment analyses-tu la situation des intellectuels africains ?

Les intellectuels ici sont pris dans une contradiction. D'une part, il y a leurs intérêts de classe, celle des couches moyennes. Je ne parle pas seulement des milliardaires, je parle des gens qui ont des compétences et quelques moyens. Leurs intérêts ne sont pas fondamentalement contre les régimes en place. D'ailleurs, la concurrence entre eux pour avoir des postes ministériels domine. D'autre part, ils sont nationalistes : ils voudraient voir leur pays être plus présent sur la scène mondiale, plus autonome, plus indépendant. Je ne crois pas que cette aspiration soit une mascarade, un mensonge de leur part.

Notes

1. *L'arme invisible de la Françafrique. Une histoire du franc CFA* (Paris, La Découverte, 2018).
2. Remerciements à Fanny Pigeaud pour sa relecture de ce texte.
3. Voir pour plus d'informations : Ndongo Samba Sylla (2021) "Fighting monetary colonialism in francophone Africa: Samir Amin's contribution", *Review of African Political Economy*, 48:167, 32–49.
4. *L'Échange inégal et la loi de la valeur : la fin d'un débat*, Paris, Anthropos-IDEP, 1973 ; *La Loi de la valeur et le matérialisme historique*, Paris, Éditions de Minuit, 1977.
5. *La loi de la valeur mondialisée : pour un Marx sans rivages*, Paris, Le Temps des cerises, 2011.
6. Amin proposait l'abolition du franc CFA comme monnaie unique au profit d'un système de monnaies nationales solidaires s'inscrivant dans le cadre d'une intégration régionale panafricaniste. Voir Sylla (2021), "Fighting monetary colonialism in francophone Africa", *op. cit.*
7. Les actes de ce colloque ont été publiés dans un ouvrage édité par Rodrigue Tremblay, *Africa and Monetary Integration*. Montreal, Éditions HRW, 1972. Sylviane et Patrick Guillaumont ont produit notamment une longue contribution intitulée « Zone franc et développement : Les caractéristiques de la zone franc sont-elles dissociables ? », p. 289-350. Samir Amin en a offert une discussion qui a été publiée sous le titre « Contre-Rapport », p. 351-361. Voir Sylla (2021), "Fighting monetary colonialism in francophone Africa", *op. cit.*
8. Fondateur du Parti démocratique sénégalais et président de la République sénégalaise entre 2000 et 2012.
9. C'est son secrétaire au Trésor John Bowden Conally qui aurait dit en 1971 : "The dollar is our currency, but your problem."
10. Premier ministre de l'Inde depuis 2014.

11. Premier ministre de l'Inde de 2004 à 2014.
12. Économiste marxiste indien, coauteur (avec son épouse Utsa Patnaik) de *A Theory of Imperialism*, Columbia University Press, 2016 ; *Capital and Imperialism: Theory, History, and the Present*, Monthly Review Press, 2021.
13. Concept qui désigne l'adoption d'une devise étrangère comme devise principale ou exclusive.
14. Getúlio Vargas, président brésilien de 1930 à 1945 et de 1951 à 1954.
15. Il s'agit de la période 1964-1985.
16. Juan Perón, président argentin de 1946 à 1955.
17. Amin a été professeur à l'IDEP de 1963 à 1970 et son directeur entre 1970 et 1980.
18. *Mémoires : l'éveil du Sud*, Paris, les Indes savantes, 2015, p. 134-143.
19. Ville de Guinée située au nord de la capitale Conakry, connue pour l'exploitation de la bauxite qui y est transformée en aluminium. Voir Jacques Larrue, *Fria en Guinée. Première usine d'alumine en terre d'Afrique*, Paris, Karthala, 1997.
20. Né à Bamako en 1928, Louis Nègre a fait ses études secondaires au lycée Faidherbe de Saint-Louis. Il a été directeur général de la Banque de la République du Mali entre 1962 et 1964, puis gouverneur de cette banque centrale en 1964. À partir de 1966, il a cumulé ce poste avec celui de ministre des Finances et du Plan. Il est vice-président de la Banque africaine de développement à partir de 1971.
21. L'ECU (European Currency Unit ou Unité de compte européenne) a été introduite en 1979 dans le cadre de la mise en place du Système monétaire européen. Sa valeur était établie sur la base d'une moyenne pondérée de la valeur externe des monnaies des pays membres de la Communauté économique européenne, devenue par la suite Union européenne. Elle a été remplacée par l'euro en 1999.
22. Ministre de l'Économie et des Finances français entre 1969 et 1974. Président de la République française entre 1974 et 1981.
23. Né en 1925, ministre de l'Économie et des Finances français entre 1981 et 1984. Président de la Commission européenne entre 1985 et 1995.
24. p. 126-131.

This is an edited version of an interview with Samir Amin (1932-2018) conducted by Ndongo Samba Sylla in preparation of his book on the CFA franc[1] co-authored with the French journalist Fanny Pigeaud[2]. The interview lasted just over an hour (an audio version is available). The discussion focused on the proposal for reform of the CFA franc in West Africa from 1969 onwards[3] that Samir Amin had developed at the request of Hamani Diori President of Niger. Mali's experience outside the franc zone (1962-1967), the economic integration project between Mali, Guinea and Ghana in the early 1960s, the limits of the ECOWAS single currency and the euro on which it is based, the African Continental Free Trade Area (AfCFTA), the hitherto rather passive role of French-speaking African intellectuals in the struggle for economic and monetary emancipation, etc. were among the related topics discussed during this rich interview.

With regard to current debates on the CFA franc and monetary integration in West Africa, we can learn the following lesson from Samir Amin: "Economic problems cannot be solved by monetary means. The question of economic means cannot be solved without having the monetary tool. The currency is not the key to the problem. It is a tool. The key is economic and social policy choices. The currency is at the service of these choices. If it is at the service of liberal choices, that is something else."

Notes

1. *L'arme invisible de la Françafrique. Une histoire du franc CFA* (Paris, La Découverte, 2018).
2. I would like to thank Fanny Pigeaud for helping to read the text.
3. For more informations, please see: Ndongo Samba Sylla (2021) "Fighting monetary colonialism in francophone Africa: Samir Amin's contribution", *Review of African Political Economy*, 48:167, 32–49.